

## PROJET DE STATUT DES AVOCATS

# Retrait en vue des articles de la «discorde»

**Le projet de statut de la profession d'avocat qui a suscité, pour rappel, le courroux de la corporation pour laquelle ce texte ne fait que limiter ses droits, se verra vraisemblablement «amputé» des articles qui dérangent parmi la corporation à l'origine, d'ailleurs, d'un vaste mouvement de contestation des robes noires.**

**Mohamed Kebci - Alger (Le Soir)** - C'est le président de la Commission nationale de promotion et de protection des droits de l'Homme (CNPPDH) qui a fait part de ce projet. M<sup>e</sup> Farouk Ksentini, qui était, hier, l'invité du forum hebdomadaire de *Liberté*, a dit tenir la confiance du Premier ministre et du ministre de la Justice, lors de deux récentes entrevues, qui lui ont fait la promesse du retrait des articles de la discorde. Des articles au nombre de trois, qui ne sont pas du goût des avocats qui ont, alors, aussitôt ledit projet rendu public, crié à une volonté délibérée de vouloir, à travers ce texte, «limiter le droit de l'avocat face au juge et représentant du ministère public» comme ne l'ont d'ailleurs pas cessé de le clamer les avocats lors de leurs nombreuses actions de protestation.

Un de ces articles autorise, notamment, le juge d'empêcher un avocat de plaider et de le renvoyer devant le conseil de discipline s'il juge que sa plaidoirie perturbe l'audience.

L'avocat peut même se voir poursuivre en pénal. Ce que Ksentini considère comme une volonté inavouée de «restreindre l'action de l'avocat et de juguler ce dernier».

Ksentini, pour qui l'institution judiciaire est de «mauvaise qualité pénale», dénoncera une fois de plus la détention provisoire devenue à ses yeux systématique, lui qui dit que le juge est fait «pour libérer et non pour incarcérer», ne ménagera pas les magistrats, pas tous, ceux qu'il affuble des tristes épithètes de «frileux carriéristes». «Ils ne doivent pas se comporter en domestiques», regrettant presque à demi-mot la



Photo : Samir Sid

**Les avocats ont eu gain de cause.**

mainmise de l'exécutif sur l'appareil judiciaire. Le président de la CNPPDH avouera que la conséquente revalorisation salariale dans la corporation des magistrats a malheureusement produit son effet

inverse puisque, dira-t-il, ils sont nombreux, les magistrats à avoir peur pour leurs postes en recourant systématiquement à la détention préventive, foulant aux pieds la présomption d'innocence». Se voulant

encore plus critique à l'endroit de cette corporation, Ksentini plaidera pour «la responsabilité civile des magistrats à même de permettre de poursuivre ceux qui auront commis des erreurs ou des fautes dans leurs jugements».

A propos de corruption, dont la toute dernière affaire en date, la décision de la justice d'engager de nouvelles investigations pour faire la lumière sur le rôle de l'ancien ministre de l'Energie et des Mines dans l'affaire dite Sonatrach 2, érigée, selon lui, en «sport national», l'invité du forum de *Liberté* affirmera que la justice algérienne fait toujours son travail en matière de lutte contre ce fléau.

Ksentini déplorera, au passage, les propos d'un membre de l'exécutif selon lesquels le dossier de l'affaire de l'autoroute Est-Ouest est clos. «Aucun ministre ne peut classer un dossier, c'est l'affaire des magistrats», dira-t-il, poursuivant par dire que les poursuites devraient être étendues à d'autres personnes citées.

**M. K.**

## GROGNE DES BOULANGERS L'UGCAA joue au pompier

**L'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) se restructure pour préparer son congrès national. L'heure est à la création de représentations spécifiques aux commerçants et artisans qui en sont dépourvus, les boulangers entre autres.**

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Après l'assemblée générale des boulangers de l'Ouest qui s'est déroulée sous l'égide de l'UGCAA mercredi dernier à Oran, c'est au tour de ceux de l'Est de se réunir ce jeudi à Annaba pour déléguer des représentants au bureau national de la future «filiale». Les boulangers du Centre, eux, feront de même le lundi, 18 février, à 14 h au siège de l'UGCAA de Belouizdad.

Les déclarations du ministre du Commerce lors de sa dernière sortie médiatique, qui se voulaient rassurantes à l'égard de cette «corporation», ont dominé les débats hier entre les superviseurs de l'UGCAA et les «professionnels» présents à la rencontre tenue justement au siège de l'UGCAA de Belouizdad pour baliser le terrain à l'assemblée générale des boulangers du Centre. Le ministre Mustapha Benbada avait, en effet, annoncé que de nouvelles mesures de soutien devront être prises en faveur des boulangers pour tempérer leur grogne. Ces derniers remettent en cause le plafond fixé au prix de la baguette de pain devenu, en dépit de la subvention de la farine panifiable, trop inférieur à son coût de revient. «Le ministre, s'il n'a pas révélé la teneur de ces mesures, est conscient de ce que vous endurez. Nous le connaissons, c'est un homme qui tient parole. Différez la grève et organisez-vous d'abord. L'UGCAA vous donne la couverture politique. Je vais assister jeudi ou samedi prochains aux travaux de l'assemblée générale des boulangers de l'Est à Annaba. Ces derniers ont menacé de faire grève pendant une semaine, je leur demanderai de publier un communiqué où ils afficheront leur soulagement quant aux mesures annoncées. Et en attendant ce qui va être décidé, préparez une fiche technique détaillant la structure du coût de revient d'une baguette de pain pour mieux négocier avec les pouvoirs publics une éventuelle augmentation du prix», a déclaré El Hadj Tahar Boulouar, porte-parole de l'UGCAA. Il convient néanmoins d'énumérer les revendications des boulangers qui, outre les coûts de fabrication sans cesse croissants, se plaignent des répercussions de l'informel sur leur activité. Il s'agit des charges fiscales et parafiscales, des prix de la farine panifiable censés être subventionnés et ses prix plafonnés mais que les minotiers leur font payer des majorations sans les facturer. «Le coût de revient d'une baguette de pain normal tourne autour de 12 DA, nous la vendons à perte. Ce sont les pains améliorés et autres gâteaux qui nous permettent de survivre. Certains trichent carrément sur le poids de la baguette», a affirmé un boulanger de Belouizdad.

**L. H.**

## LE DOCTEUR BEN BAHMED, PRÉSIDENT DE L'ORDRE DES PHARMACIENS :

# «Les problèmes de base de la profession doivent être réglés»

**Pour le docteur Lotfi Ben Bahmed, président de l'Ordre national des pharmaciens et président de l'Ordre national de déontologie médicale, les problèmes de base de la profession, entre autres, la responsabilité pharmaceutique, doivent être réglés de toute urgence avant de pouvoir prendre en charge les difficultés du terrain. Le spécialiste mettra en premier lieu l'accent sur la non-inscription de certains pharmaciens à l'ordre national.**

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - Le docteur Ben Bahmed intervenant dans le cadre du forum du quotidien *DK news*, rappellera les prérogatives des ordres du secteur de la santé, notant qu'elles ont été créées en vue de prendre en charge la faute professionnelle.

«Notre rôle, c'est de faire respecter et d'organiser la profession pour le respect de la déontologie. Nous existons pour défendre l'exercice pharmaceutique».

L'ordre des pharmaciens représente pour sa part 13 000 pharmaciens, soit des pharmaciens des secteurs privés et publics, a déclaré le docteur Ben Bahmed, notant toutefois que certains sont installés sans être, inscrits à l'ordre alors qu'ils sont en exercice illégal de la pharmacie.

Les membres de l'ordre demandent ainsi aux pouvoirs publics d'appliquer la loi et de répertorier ces pharmaciens. «Il est fon-

damental que cette problématique d'inscription soit réglée. Il faut assainir cette profession et régler définitivement ce problème. Nous avons aussi des pharmacies sans pharmaciens. 1 000 pharmacies de l'Endimed sont sans pharmaciens pour la plupart. C'est une honte ; cela n'existe dans aucun pays au monde, alors que l'université forme des pharmaciens qui ne trouvent pas d'emploi», souligne le docteur Ben Bahmed. Il attirera aussi l'attention sur le fait que dans les zones isolées, il y a un grand besoin en pharmaciens.

Pour l'ordre, Il faut céder ces pharmacies aux jeunes diplômés souhaitant activer même dans les zones isolées.

«Si les problèmes de fond ne sont pas réglés, nous ne pourrions pas prendre en charge les difficultés de la profession. 200 pharmaciens hospitaliers c'est aussi insuffisant,



Photo : Djellel B.

**Il doit y avoir une pharmacie pour 5 000 habitants.**

il faut un nombre plus important pour prendre en charge les pharmacies au niveau des hôpitaux. La pharmacie est considérée comme un commerce et le médicament comme un produit commercial et nous assistons à une prolifération anarchique des pharmacies», explique l'intervenant.

Pour l'ordre et selon la réglementation, il doit y avoir une pharmacie pour 5 000 habitants, mais cette loi n'est pas respectée, notent les intervenants citant l'exemple de la commune de Kouba à Alger où il y a une pharmacie pour 900 habitants et à Oran, il y a une phar-

macie pour 2 000 habitants.

Le docteur Ben Bahmed attirera aussi l'attention sur le fait qu'un grand nombre de produits sont introduits illégalement au Maroc et il préconisera un contrôle pour mettre fin à cette situation.

Concernant la problématique de non disponibilité de médicaments, le président de l'ordre des pharmaciens dira qu'il faut que les laboratoires fournisseurs soient responsables de la disponibilité du médicament et conseillera d'aller vers le programme pluri-annuel.

**F.-Z. B.**